



ELNET



EUROPEAN LEADERSHIP NETWORK

Israël-Hamas Quatre mois de guerre

Février 2024

SOMMAIRE

P3 - Histoire de la bande de Gaza

P4 - Qu'est-ce que le Hamas ?

P5 - La complicité de l'UNRWA

P6 - 7 octobre 2023 : le pogrome du Hamas

P7 - La riposte israélienne

P10 - Le droit d'Israël à se défendre

P12 - Israël respecte le droit humanitaire

P15 - Et maintenant ?

Le samedi 7 octobre 2023, jour de Shabbat, et alors que les Israéliens se préparaient à célébrer « Sim'hat Torah » (la fête de la Torah), le Hamas a perpétré une attaque d'une envergure sans précédent. Préparée minutieusement pendant des années, une force composée d'environ 3 000 terroristes en provenance de la bande de Gaza a envahi le sud de l'État d'Israël. Massacrant, violant et pillant tout sur leur passage, les conséquences de cette attaque surprise ont été dévastatrices, avec 1139 personnes assassinées, plus de 13 000 blessées et 240 prises en otages, emmenées ensuite dans la bande de Gaza, dont 32 enfants.

Cette journée du 7 octobre est la plus sanglante de l'histoire de l'État d'Israël, et est simultanément le jour le plus meurtrier pour les Juifs depuis la Shoah. Ce pogrome marque le début d'une nouvelle guerre déclarée à Israël. Une guerre que l'État juif mène contre le Hamas et d'autres groupes terroristes palestiniens de la bande de Gaza depuis plus de quatre mois, et qui devrait continuer durant toute l'année 2024.

HISTOIRE DE LA BANDE DE GAZA

Érigée vers 1500 avant J.C.[1] à la suite de l'implantation des Philistins sur la côte sud du Pays de Canaan, la cité de Gaza et ses environs ont connu une succession de dominations au cours de l'Antiquité, passant entre les mains des Philistins, des Assyriens, des Égyptiens, des Babyloniens, des Perses et des Grecs.

Les Romains conquièrent Gaza au Ier siècle, élargissant la portée du nom de la région au IIe siècle, lorsque l'empereur Hadrien renomme la Judée en « Palaestina » pour châtier les Juifs suite à la révolte de Bar Kokhba, reprenant ainsi le nom de leurs ennemis, les Philistins, signifiant « envahisseurs »[2].

Sous domination romaine puis byzantine jusqu'au VIIe siècle, la région tombe sous le contrôle du Califat islamique vers 640. À partir de 1517, l'Empire ottoman prend le contrôle du territoire, le maintenant jusqu'en 1917, date à laquelle les Britanniques prennent le contrôle de Gaza pendant la Première Guerre Mondiale. À la fin du conflit, la Société des Nations confie un mandat au Royaume-Uni sur toute la région de Palestine, intégrant ainsi Gaza dans cette juridiction.

Le 29 novembre 1947, la résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU approuve le "Plan de partage de la Palestine"[3], élaboré par le Comité spécial des Nations unies sur la Palestine (UNSCOP). Après avoir initialement scindé le territoire de la Palestine mandataire en 1921 pour établir un État arabe, ultérieurement connu sous le nom de Jordanie, ce plan envisage la division de la portion restante de la Palestine mandataire en trois entités distinctes. Il préconise la création d'un État juif, d'un autre État arabe, tout en conférant à la ville de Jérusalem et à ses environs immédiats un statut de corpus separatum, placé sous contrôle international.

Bien que les dirigeants de la communauté juive acceptent ce plan de partage, leurs homologues de la communauté arabe le rejettent.

Les émeutes et attaques contre les Juifs éclatent le lendemain du vote en Palestine mandataire, en Égypte, en Syrie et au Yémen, marquant ainsi le début de la "guerre civile de Palestine"[4]. Six mois après le retrait des Britanniques du territoire, le 15 mai 1948, la première guerre israélo-arabe éclate, mettant fin à la mise en œuvre du plan qui envisageait l'intégration de la bande de Gaza dans un État arabe de Palestine.

A la suite de la victoire israélienne contre les armées arabes coalisées en mars 1949, la bande de Gaza est occupé par l'Égypte. Israël occupe ce territoire pour la première fois en 1956, lorsqu'il intervient dans la crise du canal de Suez en soutien de l'opération franco-britannique contre l'Égypte. Cependant, sous la pression des États-Unis et de l'URSS, Israël restitue le territoire à l'administration égyptienne en mars 1957[5].

En juin 1967, à la suite de la guerre des Six Jours et de la victoire éclair d'Israël contre les armées arabes coalisées qui lui avaient à nouveau déclaré la guerre, Israël reprend le contrôle de la bande de Gaza et l'administre jusqu'en 2005.

Le 12 septembre 2005, après 38 années d'administration de la bande de Gaza et sous la pression de la Seconde Intifada, Israël se retire complètement de la bande de Gaza, laissant les Palestiniens face à leur destin.

Si l'on pouvait imaginer alors que Gaza puisse devenir le « Singapour du Moyen-Orient »[6], cette vision s'est rapidement évanouie. Quelques mois plus tard, **le 25 janvier 2006, les Palestiniens de la bande de Gaza élisent le Hamas pour les représenter lors des dernières élections législatives à date[7].**

QU'EST-CE QUE LE HAMAS ?

Le Hamas, acronyme arabe signifiant « Mouvement de la Résistance Islamique », est un mouvement islamiste et nationaliste palestinien, désigné comme organisation terroriste par Israël, l'Union Européenne, les États-Unis, l'Australie, le Canada et le Japon.

Créé en 1987 par Ahmed Yassine, Abdel Aziz al-Rantissi et Mohammed Taha, tous trois issus de l'organisation islamique des Frères Musulmans, le mouvement affirme, telle qu'exprimé dans sa Charte[8], que « la terre de Palestine est une terre islamique », et prône la destruction d'Israël, l'extermination des Juifs et l'instauration d'un Etat islamique palestinien sur tout le territoire de l'ancienne Palestine mandataire.

Mouvement extrémiste et optant pour la violence, le Hamas a commis de multiples attentats terroristes dans les années 1990, dont des attentats-suicides[9]. Rejetant toute discussion et négociation avec Israël[10], contrairement à l'Autorité Palestinienne qui a signé les Accords d'Oslo en 1993, le Hamas a profité de la Seconde Intifada pour gagner en popularité auprès des Palestiniens. A la mort de son chef historique, Ahmed Yassine, qui prédisait la fin de l'Etat d'Israël pour 2027 et des désastres pour les Juifs[11], tué lors d'une attaque ciblée israélienne le 22 mars 2004, l'organisation terroriste a opéré un changement de stratégie en s'impliquant davantage dans la vie politique. Des représentants du Hamas se présentent aux élections municipales de 2005 et ce succès fait alors apparaître le Hamas comme une opposition majeure au Fatah. Un an plus tard, **le Hamas remporte les élections législatives palestiniennes avec 56% des voix et obtient une majorité parlementaire[12], ravivant ainsi la majorité au Fatah et au Président Mahmoud Abbas. Cette victoire du Hamas marque de facto le rejet populaire de tout processus de paix avec Israël.** Les tensions entre le Hamas et le Fatah débouchent sur de violents affrontements[13], qui atteignent leur apogée en juin 2007 lorsque le Hamas prend le contrôle total de la bande de Gaza, évinçant les forces fidèles au Fatah[14]. Depuis que le Hamas a pris le contrôle de la bande de Gaza, une division politique s'est établie entre cette région et la Cisjordanie, où le Fatah a conservé son pouvoir. Cette division perdure jusqu'à présent.

Cette bande de terre, désormais sous le contrôle totalitaire du Hamas[15], n'a jamais cessé de croître démographiquement depuis plus de 75 ans. Aux prémices de la première guerre israélo-arabe déclenchée par les États arabes contre le nouvel Etat d'Israël en 1948, la population de la bande de Gaza était estimée entre 60.000 et 80.000 habitants[16]. Après la victoire israélienne en 1949, la bande de Gaza a enregistré une augmentation de sa population due à l'afflux de personnes refusant de vivre en territoire israélien, atteignant ainsi plus de 200.000 habitants. Depuis cette époque, la population de la bande de Gaza n'a cessé de croître, atteignant plus de 2,2 millions d'habitants[17], avec l'un des indices synthétiques de fécondité les plus élevés au monde, soit près de 4 enfants par femme.

En l'espace de 75 ans, la population de la bande de Gaza a décuplé, marquant une évolution démographique significative, à l'opposé de toute allégation de génocide ou de nettoyage ethnique à l'encontre des Palestiniens par Israël, allégations qui n'ont jamais cessé d'exister depuis la création de l'Etat juif.

A la veille du 7 octobre 2023, le Hamas est l'un des groupes terroristes les plus riches du monde, avec un budget annuel estimé à près d'un milliard de dollars^[18] pour contrôler la bande de Gaza et faire fonctionner son armée. Ceci s'ajoute aux milliards de dollars de financement extérieur, notamment du Qatar, de l'Iran ou encore de la Turquie^[19], ainsi qu'aux activités clandestines qui ont permis au Hamas d'amasser d'énormes richesses et ressources. Sous la direction locale de Yahya Sinwar^[20], le Hamas règne sur une population gazaouie dont le taux de pauvreté avoisine les 60%, et qui dépend à 80% de l'aide internationale humanitaire^[21], détournée par le groupe terroriste à son propre profit.

Cependant, **l'objectif du Hamas n'est pas de gouverner la bande de Gaza, mais bien de se servir de cette bande de terre comme base pour mener ses attaques contre Israël**, comme l'a lui-même déclaré Khalil al-Hayya, membre du conseil dirigeant du Hamas: *« Le but du Hamas n'est pas de gérer Gaza et de lui fournir de l'eau, de l'électricité ou quoi que ce soit [...] Ce n'est pas parce que nous voulons du carburant et du travail que nous livrons bataille. Ce n'est pas pour améliorer la situation à Gaza, c'est pour bouleverser la situation [et remettre la question palestinienne au premier plan] »*^[22].

LA COMPLICITÉ DE L'UNRWA

Si le Hamas peut se permettre de délaissé son propre peuple et se soustraire à ses obligations gouvernementales, c'est parce que l'ONU s'en occupe à sa place par l'intermédiaire de son agence, l'UNRWA.

L'UNRWA, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, créée en 1949 à la suite de la première guerre israélo-arabe, se charge des questions de santé, d'éducation, d'aide humanitaire et de services sociaux. Le mandat de cet organisme, qui ne devait être que temporaire, a été constamment renouvelé par l'Assemblée générale des Nations unies, et prolongé fin 2022 jusqu'en 2026^[23].

Tandis que l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) gère les 110 millions de réfugiés dans le monde^[24] avec son effectif de 21 000 employés, l'UNRWA, quant à elle, s'occupe des 5,8 millions de « réfugiés » palestiniens avec un personnel de 30 000 personnes. Un nombre de « réfugiés » palestiniens qui ne diminue jamais, car cette agence est la seule au monde à étendre la qualification de « réfugié » à des millions de descendants de Palestiniens qui ont fui leurs foyers lors de la création de l'État juif en 1948^[25]. Une approche qui ne fait que contribuer à maintenir les Palestiniens dans une forme d'irréductibilité, et à générer un sentiment de « revanche ».

Mais **ce sentiment de « revanche » est également nourri par les écoles de l'UNRWA, accusées d'être des incubateurs de la violence et du terrorisme en promouvant la haine des Juifs et d'Israël**^[26]. Pour que les enfants palestiniens scolarisés par l'UNRWA puissent passer les examens d'Etat et accéder au cycle supérieur, les manuels utilisés dans les écoles de l'agence sont les mêmes que ceux des écoles locales, qui reprennent le discours antisémite et antisioniste en vogue dans ces pays. Si l'UNRWA, pressé par les associations de défense des droits de l'homme, ses bailleurs européens et les États-Unis, a mis en œuvre des réformes pour dépolitiser son offre éducative et développer ses propres supports respectueux des valeurs de l'ONU, certaines de ses écoles, notamment à Gaza, restent sous l'influence du Hamas.

À cet endoctrinement des enfants à la haine d'Israël et des Juifs s'ajoutent les accusations de complicité directe avec le Hamas et de détournement des financements internationaux ainsi que de l'aide humanitaire^[27].

Avec les milliards de dollars accumulés chaque année depuis sa prise de contrôle totale en 2007, le Hamas a édifié des centaines de kilomètres de tunnels[28], construit des bases de lancement de missiles et d'autres infrastructures terroristes, effectué régulièrement des tirs de missiles sur Israël, perpétré des attentats terroristes de toutes sortes, tenté des infiltrations en territoire israélien, endoctriné les enfants à la haine, glorifié des adolescents terroristes, et commis bien d'autres actes encore.

De cette bande de terre qui aurait pu être prospère, le Hamas en a fait une gigantesque plateforme dédiée à la guerre, avec un objectif unique : l'annihilation d'Israël.

7 OCTOBRE 2023 : LE POGROME DU HAMAS

Le samedi 7 octobre 2023, à 06h30, débute l'attaque la plus « ambitieuse » de l'histoire du Hamas, baptisée « Opération Déluge d'Al-Aqsa ». Les terroristes du Hamas neutralisent les mitrailleuses automatiques et les antennes de surveillance le long de la clôture de Gaza en utilisant des explosifs largués par des drones de petite taille, volant lentement et difficilement détectables.

Simultanément, environ 5 000 roquettes[29] sont lancés depuis la bande de Gaza sur l'ensemble du territoire israélien. En quelques minutes, l'armée israélienne se retrouve sourde et aveugle sur l'un de ses flancs les plus vulnérables. Au fil des années, Israël avait développé un système de défense souterrain pour empêcher le Hamas de creuser des tunnels sous la barrière séparant la bande de Gaza du territoire israélien. Le Hamas passe donc par-dessus.

Environ 3 000 combattants du Hamas, masqués et lourdement armés, infiltrèrent Israël en utilisant des motos, des camions, des bulldozers pour percer la clôture de séparation en 22 endroits différents[30]. Des explosifs ont également été employés, dont certains avaient été préalablement enterrés à proximité de la barrière de sécurité plusieurs semaines auparavant lors de manifestations orchestrées par le Hamas à la frontière. Ces manifestations impliquaient la combustion de pneus pour aveugler les soldats israéliens.

Des vedettes rapides et des parapentes sont également employés pour s'infiltrer par la mer et les airs[31]. Par une invasion terrestre, maritime et aérienne, ils ont ensuite attaqué 29 kibboutz et villages, la ville frontalière de Sderot, ainsi que deux bases militaires, parvenant même à atteindre la ville d'Ofakim, située à près de 30 km de la bande de Gaza[32]. Selon les médias israéliens, le Hamas a pris le contrôle total de sept communautés, dont Nahal Oz, Kfar Aza, Magen, Be'eri et Sufa[33]. De plus, le poste-frontière d'Erez est tombé sous le contrôle du Hamas après la mort de plusieurs soldats et l'enlèvement d'autres[34]. Découvert trois mois plus tard, et à seulement quelques centaines de mètres du passage d'Erez, un vaste tunnel de quatre kilomètres a également été utilisé par les terroristes pour s'infiltrer en territoire israélien[35]. Ce tunnel a facilité le transit de véhicules, d'attaquants et de fournitures le jour de l'attaque.

Ayant réussi à pénétrer en territoire israélien, profitant du manque de soldats de Tsahal ce jour-là, **plus de 3 000 terroristes, accompagnés par des centaines de civils palestiniens[36], se déchaînent dans le sud d'Israël avec l'ordre d'attaquer les populations civiles et de "tuer autant de personnes que possible"[37].**

Les assaillants du Hamas ont visé le festival de musique de Réim, entraînant la mort de 364 personnes[38]. Ils ont également commis divers massacres dans les kibboutz autour de la bande de Gaza, notamment à Nahal Oz, Holit, Nir Oz, Netiv HaAsara, Be'eri et Kfar Aza. Au cours de leur assaut, les terroristes du Hamas ont pris 240 personnes en otage[39] pour les ramener dans la bande de Gaza et les utiliser comme monnaie d'échange dans de futures négociations. **Parmi ces otages se trouvent des personnes âgées, des femmes, des enfants et des nourrissons, de nationalités israéliennes ou étrangères. Plus d'une quarantaine de pays ont vu leurs ressortissants être enlevés par les terroristes du Hamas.**

Cette attaque, survenue pendant le Shabbat et la fête juive de Sim'hat Torah, et se produisant exactement 50 ans après l'attaque surprise des armées arabes qui a déclenché la guerre du Kippour, a pris les Israéliens totalement au dépourvu. Les hauts responsables israéliens n'avaient pas pris au sérieux les renseignements évoquant une possible attaque de cette nature[40].

BILAN DES ATTAQUES DU HAMAS DU 7 OCTOBRE 2023

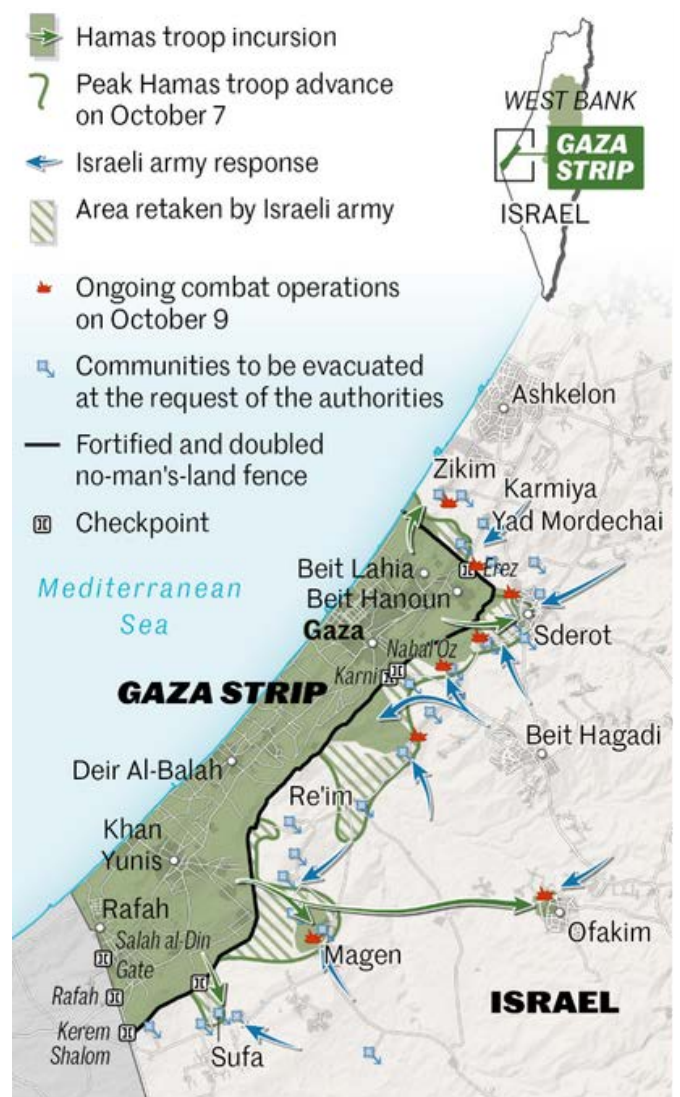
- 1139 personnes tuées[41], dont plus de 695 civils, comprenant 36 enfants, 71 ressortissants étrangers, et 373 membres des forces de sécurité.
- Plus de 13 000 personnes ont été blessées.
- 240 personnes ont été prises en otages, dont 32 enfants[42].
- Féminicide de masse : les terroristes du Hamas ont torturé, violé et agressé sexuellement de nombreuses femmes et filles de tous âges, ainsi que quelques hommes[43]. De nombreuses femmes retrouvées mortes ont été violées et mutilées avant d'être tuées[44].
- Dans des attaques indiscriminées aux méthodes génocidaires visant tous les individus se trouvant sur leur chemin, les violant, les massacrant et les déportant de force dans la bande de Gaza pour les torturer et les retenir en otage, le Hamas a, de par la nature et l'ampleur des massacres, commis, de facto et de jure, des crimes de guerre ET des crimes contre l'humanité[45].

LA RIPOSTE ISRAËLIENNE

Quelques heures après le début des massacres du Hamas, le Premier ministre Benjamin Netanyahu annonce qu'Israël est en guerre[46]. Commence alors la riposte israélienne, baptisée « Épées de Fer », avec des bombardements sur la bande de Gaza et des opérations pour reprendre le contrôle du territoire israélien. Plus de 200.000 Israéliens résidant à proximité de la bande de Gaza sont déplacés[47], et l'armée israélienne multiplie les demandes d'évacuations aux civils gazaouis en vue d'une opération terrestre imminente[48].

La bande de Gaza étant entièrement contrôlée d'une main de fer par le Hamas depuis 2007, toutes les informations qui en émanent sont, de fait, contrôlées par le Hamas, notamment les bilans des victimes civiles. **Depuis le début de la riposte, la campagne de bombardements israéliens fait l'objet d'une intense désinformation de la part du Hamas. Les informations diffusées par le groupe terroriste sont largement relayées dans le monde entier, étant les seules disponibles, ce qui alimente la campagne de diabolisation d'Israël.**

Selon une enquête publiée par le magazine Le Point[49], les bilans quotidiens des victimes publiés par le « Ministère de la Santé » de la bande de Gaza, sous le contrôle du Hamas, sont surestimés, sans distinction entre civils et combattants, et incluent même les décès de causes naturelles. De plus, ils ont aussi souvent révélé des données contradictoires, voire improbables. Par exemple, le 26 octobre, le Hamas a rapporté 481 morts dans la journée, tout en affirmant que 626 femmes et enfants ont été tués ce jour-là.



Situation au 9 octobre 2023, deux jours après les attaques du Hamas

De même, le 31 octobre, le rapport quotidien mentionnait 216 morts, dont 210 femmes et enfants et seulement 6 hommes.

Depuis lors, le Hamas a cessé de fournir des détails sur le sexe et l'âge des victimes, se contentant de mentionner qu'une majorité de femmes et d'enfants sont tués chaque jour. En outre, les bilans du Hamas incluent un nombre significatif d'habitants tués par des roquettes tirées par les islamistes qui n'ont pas réussi à atteindre le territoire d'Israël. On estime qu'environ 2 000 roquettes ont été mal tirées, représentant plus de 15% du total des roquettes tirées depuis le 7 octobre. **Bien que les bilans des victimes du Hamas soient largement surestimés, voire fantaisistes, ils sont les seuls disponibles et sont presque systématiquement acceptés et pris pour argent comptant, même par des instances internationales telles que l'ONU.**

Le cas le plus flagrant de cette campagne de désinformation et de diabolisation contre Israël est le cas de l'hôpital al-Ahli, dont les conséquences auraient pu être désastreuses. Le 17 octobre, une explosion survient à l'hôpital al-Ahli. Dans les minutes qui suivent, le Hamas accuse Israël d'avoir bombardé l'hôpital et affirme que plus de 800 civils ont été tués[50]. Cette information est immédiatement reprise par de nombreux médias à travers le monde et massivement partagée sur les réseaux sociaux, provoquant l'ire de nombreux manifestants propalestiniens et des opinions publiques dans le monde, ainsi que le risque d'un embrasement dans certains pays arabes[51], massivement attachés à la « cause palestinienne », ainsi qu'en Cisjordanie, avec des risques sérieux d'escalade du conflit[52].

Finalement, les analyses confirmeront qu'Israël n'y était pour rien[53]. En réalité, il s'agissait d'un tir de roquette palestinien raté, la roquette n'est pas tombée sur l'hôpital mais sur son parking, et le bilan réel est d'une dizaine de morts, soit dix fois moins important que les informations relayées par le Hamas. En relation avec cette désinformation, la BBC a admis qu'il était « erroné de spéculer » qu'Israël était à l'origine de l'explosion[54]. De même, le New York Times a reconnu qu'il s'était « trop fortement appuyé » sur les allégations du Hamas dans son rapport initial[55].

Le 27 octobre, l'armée israélienne entame la « deuxième phase » de sa guerre contre le Hamas et débute l'opération terrestre dans la bande de Gaza[56]. Au fil des jours, Israël élargit progressivement son offensive en déployant méthodiquement les troupes de Tsahal. Ces forces sont équipées de véhicules lourdement blindés, de chars et de bulldozers positionnés dans différentes parties du nord de la bande de Gaza, considéré comme le centre de gravité du Hamas.

Le 2 novembre, la ville de Gaza est totalement encerclée par l'armée israélienne et le nord de la bande de Gaza est coupé du sud[57]. Le 8 novembre, Tsahal annonce que le Hamas a perdu le contrôle du nord de la bande de Gaza[58]. Le jour suivant, après deux semaines de combats intenses et sous la pression de la communauté internationale, Israël consent à prolonger la durée et à élargir la portée territoriale des pauses dans les combats[59].

Au cours de son opération militaire, l'armée israélienne découvre sous l'hôpital al-Shifa, le plus grand hôpital de la bande de Gaza, le commandement central du Hamas, ainsi que des dépôts de munitions dans différents autres hôpitaux gazaouis. Information qui sera par la suite corroborée par les Renseignements américains[60]. **Le Hamas a contraint les civils à rester, se servant d'eux comme boucliers humains. Des corps d'otages[61], des armes, des équipements militaires[62], une salle d'interrogatoire, ainsi que des tunnels sous l'hôpital ont été découverts par l'armée israélienne[63].** Des vidéos issues des caméras de surveillance font état d'hommes armés transportant les otages dans l'hôpital le 7 octobre[64]. **Dans ces hôpitaux et dans les tunnels situés en dessous, le Hamas mène des opérations militaires et y cache des otages, ce qui constitue des crimes de guerre[65].** Dans un rapport publié en 2015[66], l'ONG Amnesty International avait déjà accusé le Hamas d'avoir torturé et exécuté des Palestiniens dans l'enceinte de l'hôpital al-Shifa, durant l'offensive militaire israélienne contre Gaza de 2014. Dans la nuit du 22 au 23 novembre, le Qatar annonce une trêve de quatre jours visant à libérer 150 prisonniers palestiniens détenus en Israël en échange de 50 otages Israéliens, avec un rythme de libération d'au moins dix otages par jour[67].

La trêve inclut également un volet humanitaire majeur, comprenant le passage de 200 à 300 camions de biens essentiels[68], dont huit transportant du carburant et du gaz. Ces fournitures sont destinées aux organisations d'aide internationale travaillant dans le sud de la bande de Gaza. La trêve des combats entre en vigueur le samedi 24 novembre à 7 heures, mais quinze minutes plus tard, des tirs de roquettes palestiniennes vers les kibboutz de Kissoufim et Ein HaShlosha sont signalés[69], constituant une violation de la trêve. Malgré cela, les échanges entre otages et prisonniers palestiniens ont lieu. La trêve est reconduite jusqu'au matin du 1er décembre. **Au total, 110 otages, dont 80 femmes, enfants et jeunes de moins de 19 ans, ont été libérés[70].** Dans le cadre de cet accord, 210 prisonniers palestiniens incarcérés pour atteinte à la sécurité en Israël ont été relâchés.

Le 1er décembre 2023 au matin, l'armée israélienne déclare que le Hamas a rompu la trêve en ne fournissant pas de nouvelle liste d'otages à libérer et en ayant tiré des roquettes sur Israël[71].

En riposte à la violation de la trêve, Tsahal reprend son offensive. Le jour même, l'armée israélienne communique de nouvelles zones à évacuer pour les civils, incluant une partie de la ville de Gaza, mais également les environs de la ville de Khan Younès[72], au sud de la bande de Gaza. Les jours suivants, une offensive importante est menée sur la ville de Khan Younès, où les chars israéliens arrivent à atteindre le centre de la ville[73], le 10 décembre. Le 15 décembre, l'armée israélienne a annoncé avoir accidentellement causé la mort de trois otages lors d'une opération à Chadjaya, dans le nord de la bande de Gaza, les ayant identifiés par erreur comme une menace[74].

S'étant principalement concentrée sur le nord de la bande de Gaza au début de son opération, après trois mois de guerre, l'armée israélienne annonce le 6 janvier 2024 avoir démantelé la structure militaire du Hamas dans le nord[75], se rapprochant ainsi d'un contrôle opérationnel total. Depuis lors, les combats se concentrent principalement dans le sud de la bande de Gaza, notamment dans la ville de Khan Younès, avec en ligne de mire Rafah, la ville la plus méridionale du territoire et limitrophe de l'Égypte.

Le 1er février, le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, annonce que Tsahal a démantelé la brigade du Hamas à Khan Younès et qu'elle allait désormais concentrer ses opérations sur Rafah, dernier bastion majeur du Hamas.

Le 12 février, au cœur de cette ville de Rafah, une opération des forces spéciales israéliennes, assistées par l'armée, la police et les services secrets, a permis la libération de deux otages[76].

Si les troupes israéliennes progressent dans le sud, cette avancée est rendue difficile par la présence importante de tunnels. Au cours de ses opérations militaires dans la bande de Gaza, Tsahal a pu mesurer l'ampleur des tunnels construits par le Hamas ces deux dernières décennies. Plus d'un millier d'entrées de tunnels ont été découvertes dans la seule ville de Gaza[77]. Ces tunnels présentent un défi significatif pour l'armée israélienne, car leur destruction systématique nécessite une intervention physique, exposant ainsi les soldats à des risques importants en raison de la menace constante de pièges. **Les responsables de la sécurité israélienne ont admis avoir sous-estimé le nombre de tunnels dans la bande de Gaza, qui pourrait constituer un réseau d'au moins 800 km[78]. Le 10 février 2024, l'armée israélienne a annoncé la découverte d'un tunnel important du Hamas sous le quartier général de l'UNRWA dans la ville de Gaza, électriquement connecté au siège de l'agence[79].** Cela renforce davantage les accusations de collusion entre l'organisation onusienne et le Hamas. Un rapport des renseignements israéliens[80] a indiqué qu'au moins 10% du personnel de l'UNRWA militerait au Hamas et qu'au moins 190 employés seraient des « combattants endurcis » du Hamas. Douze employés ont déjà été suspendus par l'ONU pour avoir participé aux massacres du 7 octobre[81].

À la suite de ce rapport accablant, plusieurs pays ont annoncé suspendre leurs financements à l'UNRWA[82]. Un groupe d'examen de l'ONU, dirigé par l'ancienne ministre française des Affaires étrangères, Catherine Colonna, a été mis en place pour évaluer la « neutralité » et le fonctionnement de l'UNRWA[83]. Le rapport final devrait être achevé d'ici la fin du mois d'avril 2024 et sera rendu public.

Le passage à la nouvelle année 2024 marque une nouvelle étape dans ce conflit. L'armée israélienne a libéré plusieurs unités engagées dans les combats de la bande de Gaza^[86] et a annoncé, par l'intermédiaire de son ministre de la Défense, Yoav Gallant, une évolution dans ses opérations avec un passage à une phase moins intense^[87]. Cependant, cela devrait nécessiter davantage de temps et la guerre devrait continuer tout au long de l'année 2024.

La détermination et les objectifs militaires israéliens demeurent inchangés : la libération inconditionnelle de tous les otages, la destruction du Hamas, la démilitarisation de la bande de Gaza.

LE DROIT D'ISRAËL À SE DÉFENDRE

Le droit d'Israël à se défendre à la suite des massacres perpétrés par le Hamas le 7 octobre 2023 ne peut pas être remis en question. Le droit international reconnaît le droit inaliénable des États d'utiliser la force en légitime défense, tant dans le droit international conventionnel que dans le droit international coutumier.

L'article 51 de la Charte des Nations Unies^[88] précise également : « Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée ». Israël a à la fois le droit et, de facto, l'obligation en vertu du droit international, d'exercer ce droit jusqu'à ce que le Hamas ne constitue plus une menace et que tous les otages soient libérés.

La question de la « proportionnalité » se pose alors. Il n'y a peut-être aucun principe du droit international aussi fréquemment utilisé de manière réflexive pour blâmer Israël dès que l'État juif se met à se défendre, et l'accuser de crimes de guerre, que celui de la « proportionnalité ». Tout d'abord, **il faut rejeter l'idée que la proportionnalité est mesurée par une sorte d'équivalence perverse en termes de décès de civils, ce qui n'est pas le cas. Rien ne pourrait jamais être considéré comme « proportionné » en réponse à des enfants massacrés, violés, brûlés et décapités.** Selon le droit international humanitaire, également appelé droit de la guerre, ainsi que le Statut de Rome^[89] et l'article 51(5) (b) du Premier Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1977^[90], la proportionnalité exige que, en cas de perte de vies civiles, cela ne doit pas dépasser l'avantage militaire potentiel à tirer d'une telle frappe ou action. **En ce qui concerne les actions d'Israël dans cette guerre, l'objectif est clair et déclaré : éliminer le Hamas, une organisation terroriste qui cherche la destruction du pays et qui l'exprime clairement. En d'autres termes, sauver la vie de millions de citoyens d'une tentative de génocide est un objectif entièrement légitime, légal et juste selon toutes les mesures.** Dans le brouillard de la guerre contre un ennemi aussi implacable, la perte de vies civiles est presque toujours inévitable, qui plus est dans un environnement urbain aussi dense que celui de la bande de Gaza. Cependant, dans ce cas, **la faute incombe entièrement au Hamas, qui commet le triple crime de guerre en se cachant derrière des civils à Gaza, tout en ciblant des civils en Israël et en cherchant l'annihilation de l'État juif.**

BILAN APRÈS QUATRE MOIS DE GUERRE

- Plus de 9.000 membres du Hamas ont été éliminés dans la bande de Gaza^[84], dont 2 commandants de brigade, 19 commandants de bataillon et plus de 50 commandants de compagnie.
- Plus de 30.000 cibles ont été frappées dans la bande de Gaza, dont plus de 3 400 ont été identifiées comme des sites du Hamas au cours des combats.
- Plus de 13.000 roquettes et missiles ont été tirés sur Israël depuis le début de la guerre.
- Côté pertes, 575 soldats, réservistes et agents de sécurité locaux ont été tués, et plus de 2 600 autres ont été blessés depuis le 7 octobre. Parmi eux, 236 sont décédés depuis le début de l'offensive terrestre dans la bande de Gaza.
- De son côté, le Hamas rapporte plus de 29.000 morts, dont une majorité serait composée de femmes et d'enfants. Cependant, ces chiffres sont invérifiables.
- Il reste toujours 134 otages retenus dans la bande de Gaza. Selon le porte-parole de l'armée israélienne, plus d'une trentaine d'entre eux pourraient déjà avoir perdu la vie^[85].

Le Hamas utilise systématiquement le déploiement de boucliers humains[91] pour tirer avantage de l'engagement d'Israël à réduire les dommages involontaires aux civils et de la sensibilité accrue des publics occidentaux aux victimes non combattantes, et ce depuis des années[92]. Cette tactique permet au Hamas de potentiellement accuser Israël de crimes de guerre lorsque les victimes civiles augmentent en raison d'actions intensifiées par l'armée israélienne, conduisant éventuellement à des sanctions internationales. D'un autre côté, si Tsahal limite ses engagements militaires pour minimiser les victimes civiles, le Hamas gagne un avantage, étant moins exposé aux frappes militaires israéliennes, lui permettant de sauvegarder ses ressources et de poursuivre ses activités. Dans cette guerre, le Hamas a exacerbé le risque de pertes civiles en entravant activement l'évacuation des Palestiniens à Gaza[93]. Ils ont érigé des barrages routiers, confisqué les clés de voiture[94] et ont même fait exploser un camion[95] sur l'un des itinéraires d'évacuation pour dissuader les civils de fuir. Cependant, en dépit de toutes ces circonstances, l'armée israélienne s'efforce au maximum d'éviter les pertes civiles. Ces efforts comprennent la transmission d'avertissements aux civils de Gaza, notamment par la distribution de tracts par voie aérienne[96], ainsi que la mise en place de passages sécurisés pour faciliter leur évacuation[97]. Comme cela est devenu une pratique courante depuis des années, Tsahal prend des précautions particulières lors de ses frappes aériennes en employant la méthode du *roof knocking*[98], qui consiste à larguer des dispositifs peu explosifs sur les toits des habitations pour avertir les résidents d'un bâtiment avant de le bombarder. Cela offre aux civils suffisamment de temps pour se mettre à l'abri de l'attaque imminente.

L'armée israélienne respecte de manière constante le principe de distinction en ciblant exclusivement les objectifs militaires du Hamas pour prévenir et minimiser les pertes civiles. Conformément au droit international humanitaire et au Statut de Rome[99], les sites civils tels que les hôpitaux, les écoles, les lieux de culte et les habitations résidentielles bénéficient généralement d'un statut de protection spécial, et par conséquent, ils ne peuvent pas être délibérément ciblés.

Cependant, ces sites perdent leur statut protégé et deviennent des cibles légitimes lorsqu'ils sont utilisés à des fins militaires, telles que le stockage d'armes, les tirs de roquettes, la mise en place de tunnels et de centres de commandement, ce que le Hamas fait de manière répétée, systématique et illégale.

L'Article 18 de la Quatrième Convention de Genève de 1949[100] accorde explicitement aux hôpitaux un statut de protection spécial, mais l'Article 19[101] précise que les hôpitaux perdent ce statut s'ils sont utilisés à des fins militaires.

Le Statut de Rome [Article 8(2)][102] précise clairement que diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments dédiés à la religion, à l'éducation, à l'art, à la science, ou à des fins charitables, ainsi que contre des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où les malades et blessés sont rassemblés, peut être autorisé, à condition qu'il y ait un objectif militaire.

L'Article 52(2) du Premier Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949[103] ajoute que la considération d'une cible comme militaire dépend de son utilisation à des fins militaires, lorsque des objets, par leur nature, leur emplacement, leur objectif ou leur utilisation, contribuent efficacement à l'action militaire et dont la destruction totale ou partielle, la capture ou la neutralisation dans les circonstances prévalant à l'époque, offre un avantage militaire définitif.

Le Hamas intègre délibérément ses actifs militaires au sein de zones civiles densément peuplées et mène ses activités terroristes en utilisant sa propre population comme bouclier humain. Ces actions du Hamas constituent en elles-mêmes des violations flagrantes du droit international humanitaire et du droit international coutumier.

À titre d'exemple concret, fin octobre, les Forces de Défense Israéliennes ont frappé la zone du camp de réfugiés de Jabalia dans le nord de Gaza. Cependant, la zone avait été transformée en une "base de commandement militaire" par le Hamas, avec des tunnels souterrains, une installation de production d'armes et des positions de lancement de roquettes[104].

Israël avait également sommé les civils d'évacuer deux semaines à l'avance, car la zone serait ciblée. Autre exemple, début novembre, Tsahal a frappé à l'extérieur de l'hôpital Al-Shifa à Gaza, la plus grande installation médicale de la bande de Gaza. Cette action a malheureusement entraîné la mort et la blessure de plusieurs civils. Cependant, elle faisait suite à des preuves concrètes indiquant que le Hamas utilisait l'hôpital comme base militaire[105].

Dans ces deux exemples, les opérations d'Israël étaient pleinement justifiées en vertu du droit international en attaquant ces sites, car c'était le Hamas qui les avait transformés en cibles militaires. Par conséquent, **le Hamas porte l'entière responsabilité et la culpabilité pénale pour toute perte de vie et tout dommage.**

ISRAËL RESPECTE LE DROIT HUMANITAIRE

Les détracteurs d'Israël l'accusent parfois d'infliger une "punition collective" en établissant un "siège". Selon le droit international coutumier, un siège est défini comme une clôture complète ou un encerclement d'un territoire ennemi visant à bloquer totalement l'entrée de biens essentiels et de fournitures dans cette zone.

Bien que l'utilisation de sièges pendant les conflits soit reconnue comme une tactique militaire légale, il est crucial de respecter le principe selon lequel la population civile locale ne doit pas être affamée, conformément à l'article 54 du Protocole additionnel I de 1977 aux Conventions de Genève[106] et à l'article 14 du Protocole additionnel II aux Conventions de Genève de 1949[107]. Il convient de noter en premier lieu que la bande de Gaza n'est pas une enclave en territoire israélien. En effet, cette bande de terre partage une frontière avec l'Égypte, ce qui signifie qu'Israël ne remplit pas les critères nécessaires pour imposer un siège selon le droit international. Cependant, même si tel était le cas, Israël a le droit, en vertu du droit international, de maintenir un blocus aux frontières qu'il contrôle avec Gaza en raison de la nécessité militaire.

Cette mesure vise à protéger ses citoyens contre les attaques du Hamas et à empêcher le groupe terroriste, qui prône sa destruction, de recevoir du matériel ou de faire passer clandestinement des armes pouvant être utilisées pour perpétrer d'autres attaques.

Bien que la région connaisse des niveaux extrêmes de pauvreté, il n'y a pas de famine à Gaza. **Cette extrême pauvreté, très largement préexistante à l'opération militaire israélienne[108], est principalement attribuable au fait que le Hamas continue de détourner des fournitures de base, telles que le carburant et l'aide destinés aux civils de Gaza[109], à des fins militaires.** Même si l'Etat d'Israël n'est pas tenu de fournir une aide humanitaire telle que de la nourriture, de l'eau et des médicaments à Gaza en vertu du droit international coutumier, il n'est pas non plus autorisé à gêner déraisonnablement ou à empêcher l'entrée de ces articles.

Tout au long de la période suivant les attaques du Hamas, Israël a continué à permettre l'acheminement d'aide humanitaire inspectée vers Gaza[110], notamment par le biais du passage de Rafah avec l'Égypte, et en coordination avec les autorités égyptiennes, les États-Unis et les Nations Unies, avec au moins 700 camions de fournitures autorisés.

Bien que le 9 octobre, immédiatement après le massacre perpétré par le Hamas deux jours auparavant, Israël ait coupé la conduite d'eau qu'il exploite vers Gaza[111], il est important de noter que cela représente seulement environ 7 à 9 % de l'approvisionnement en eau de la bande de Gaza en temps de paix[112], 90 % de l'approvisionnement en eau étant assuré par l'infrastructure interne de Gaza, comprenant des puits d'eau et des usines de dessalement. Malgré la coupure initiale, **Israël a entièrement rouvert ses deux lignes d'approvisionnement en eau vers Gaza[113], fournissant des millions de litres d'eau chaque jour et assurant un approvisionnement adéquat dans l'ensemble de Gaza.** Il est aussi important de noter que, malgré les efforts d'Israël pour fournir de l'eau à Gaza, le Hamas a détourné des conduites d'eau pour fabriquer des roquettes destinées à être lancées sur Israël[114].

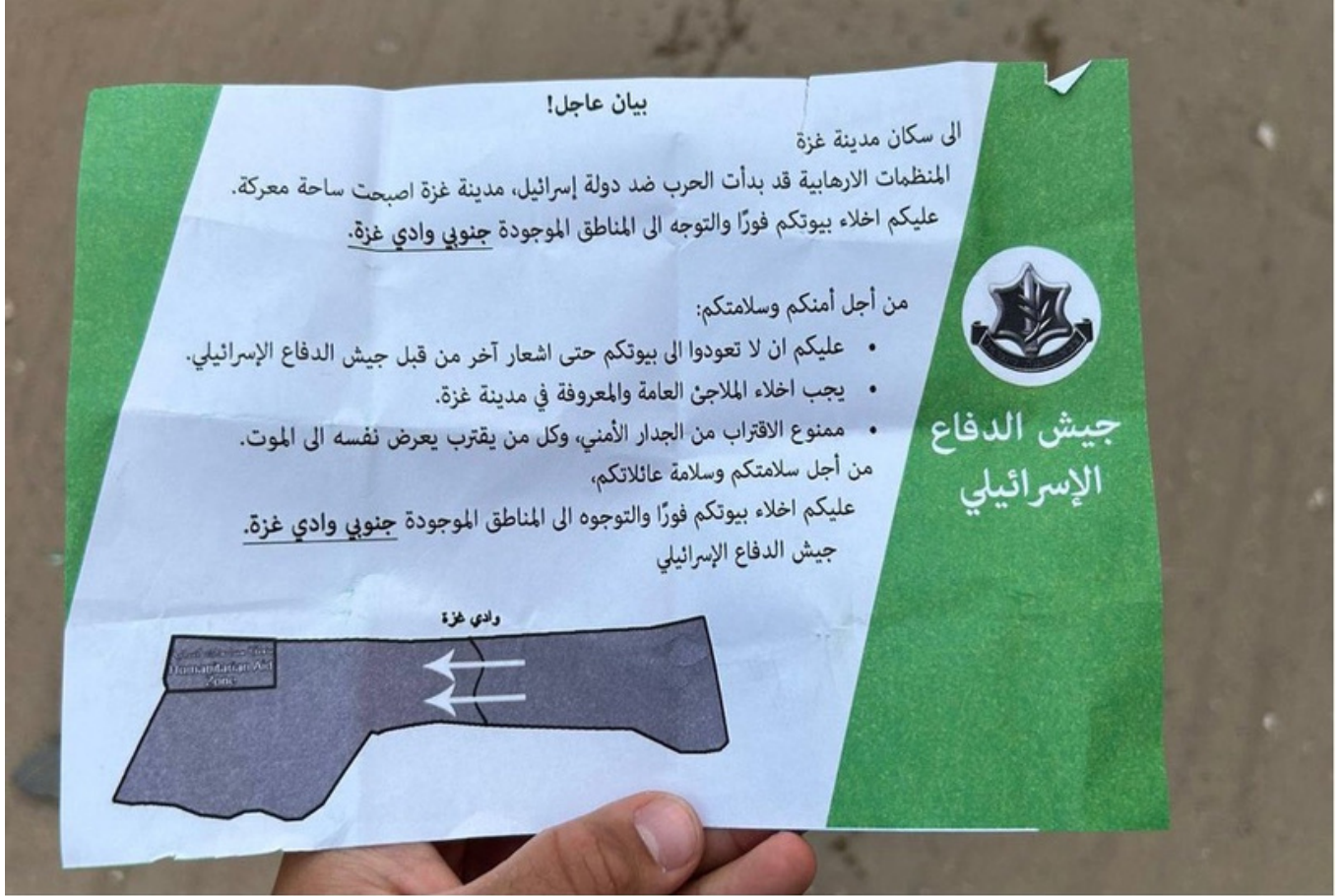
De plus, de nombreux lanceurs ont été positionnés à proximité des usines de dessalement[115], y compris celles établies par des agences de l'ONU telles que l'UNICEF, avec le soutien de financements internationaux. Concernant la fourniture d'électricité et de carburant, la situation est différente, car ces ressources sont indispensables au maintien des capacités militaires du Hamas, telles que le fonctionnement de leurs tunnels, les tirs de roquettes et les communications. Avant le conflit, Israël fournissait environ la moitié de l'approvisionnement en électricité de Gaza. Cependant, en vertu du droit international humanitaire, un d'un conflit n'est pas obligé de fournir à l'autre des approvisionnements pouvant être utilisés à des fins militaires, même si cela peut avoir des conséquences sur la population civile[116]. D'autant plus que **le Hamas continue de détourner l'électricité et le carburant destinés à sa population pour alimenter sa guerre**[117]. Il est estimé que l'organisation terroriste a réussi à amasser plus de 500 000 litres de carburant[118]. Une telle quantité de carburant serait plus que suffisante pour alimenter tous les hôpitaux de Gaza pendant des semaines. Les attaques du Hamas ont également endommagé au moins 9 des 10 lignes électriques provenant d'Israël[119], qui fournissent environ 50 % de l'électricité à Gaza, le reste étant produit localement[120].

En plus de dispenser une aide humanitaire qu'il n'est pas obligé de fournir, depuis le début de la guerre, Israël émet aussi des avertissements répétés aux civils de Gaza pour évacuer certaines zones définies avant des frappes imminentes. L'armée israélienne a largué environ 7,2 millions de tracts d'évacuation, effectué près de 80 000 appels personnels aux résidents locaux, envoyé près de 15 millions d'appels automatisés et expédié 13,7 millions de textos aux habitants de Gaza[121]. Certains soutiennent que cela pourrait être interprété comme un "déplacement forcé", constituant ainsi une violation du droit international humanitaire et un crime contre l'humanité en vertu de l'article 7 du Statut de Rome[122]. Il est crucial de noter que les actions d'Israël ne correspondent pas à des "ordres", comme l'exige la règle 129 de la base de données du droit international humanitaire du CICR[123]. Israël n'a ni le pouvoir ni la capacité d'émettre des "ordres" ou de contraindre les civils de Gaza à agir d'une manière particulière. Gaza est entièrement contrôlée par l'organisation terroriste du Hamas, et les actions d'Israël sont donc plus appropriées en tant qu'avertissements, dans l'intérêt de la population civile de Gaza, visant à éviter ou à minimiser les pertes civiles.

Dans tous les cas, le déplacement forcé temporaire est toujours autorisé en droit international, notamment en vertu de l'article 17 du Protocole additionnel II aux Conventions de Genève de 1949[124], lorsque " la sécurité des personnes civiles ou des raisons militaires impératives l'exigent". Une exception similaire est contenue dans l'article 49 de la Quatrième Convention de Genève[125], qui précise que « les évacuations ne pourront entraîner le déplacement de personnes protégées qu'à l'intérieur du territoire occupé, sauf en cas d'impossibilité matérielle ». Dans cette situation, même si Israël ne donne ni n'impose de directives contraignantes aux civils de Gaza pour qu'ils se déplacent, mais simplement des conseils, même en supposant que cela soit le cas, ce serait uniquement motivé par des impératifs militaires afin d'éviter ou de minimiser les risques potentiels de préjudice à leur égard, en tenant compte du fait que le Hamas a dissimulé des roquettes, des tunnels et des opérations militaires au sein des infrastructures civiles.

Pourtant, malgré le respect constant du droit international et toutes les précautions prises pour protéger les civils palestiniens dans sa guerre contre un ennemi qui ne respecte aucune règle et qui souhaite son anéantissement, c'est bel et bien Israël qui fait l'objet, depuis le 29 décembre 2023, d'une enquête pour « actes de génocide » lancée à l'initiative de l'Afrique du Sud devant la Cour Internationale de Justice[126]. Bien que l'enquête en cours puisse prendre plusieurs mois, voire des années, la CIJ a émis le 26 janvier 2024 des mesures conservatoires[127]. Les magistrats ont notamment enjoint Israël de "prendre toutes les mesures en son pouvoir pour prévenir la commission d'actes génocidaires", de "prévenir et punir l'incitation directe et publique à commettre le génocide", ainsi que de mettre en place des mesures visant à fournir des services de base et de l'aide humanitaire à la population de la bande de Gaza. Ces mesures sont déjà mises en œuvre par Israël depuis le début de ses opérations militaires. Cependant, contrairement aux attentes de l'Afrique du Sud, la CIJ n'a pas ordonné à Israël de mettre fin à ses opérations militaires ni appelé à une trêve.

De fait, les juges ont estimé que la riposte israélienne était légitime en vertu du droit international après les attaques du 7 octobre 2023. Ils ont également appelé le Hamas à libérer sans condition les otages toujours détenus dans la bande de Gaza.



BILAN SUR LES QUESTIONS HUMANITAIRES

- Israël a le droit (et le devoir) de se défendre face aux attaques du Hamas.
- La riposte israélienne est conforme au droit humanitaire international.
- Tsahal respecte de manière constante le principe de distinction en ciblant exclusivement les objectifs militaires du Hamas.
- Israël continue de faciliter l'acheminement d'aide humanitaire dans la bande de Gaza et assure l'approvisionnement en eau, en électricité et en carburant du territoire, bien qu'il soit conscient que certaines de ces aides sont détournées par le Hamas à des fins militaires contre lui.
- Depuis le début de la riposte, Tsahal a largué plus de 7,2 millions de tracts, effectué près de 80.000 appels personnels aux résidents, envoyés près de 15 millions d'appels automatisés et expédié 13,7 millions de messages texte aux habitants de la bande de Gaza.

ET MAINTENANT ?

Après plus de 100 jours de combats, le 15 janvier 2024, le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant, a déclaré que la guerre était entrée dans sa "troisième phase"[\[128\]](#), caractérisée par une intensité moindre et une concentration sur des opérations plus ciblées. Le choix de diminuer l'intensité des opérations militaires dans la bande de Gaza peut s'expliquer par plusieurs raisons. Tout d'abord, si Israël prend cette décision, c'est parce que sur le plan militaire, cela a du sens. **Le Hamas est actuellement confiné dans un territoire qui manque de profondeur stratégique.**

La bande de Gaza ne fait que 365 km², et bien que les centaines de kilomètres de tunnels construits par le Hamas au fil des années posent des défis à l'armée israélienne[\[129\]](#), leur destruction systématique signifie qu'ils ne pourront pas s'y terrer indéfiniment. La bande de Gaza n'est pas l'Afghanistan ou le Vietnam.

Avec Israël ayant un contrôle total sur les entrées et sorties de la bande de Gaza et la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza étant verrouillée[\[130\]](#), l'approvisionnement externe du Hamas dépend uniquement des détournements des convois humanitaires qui entrent régulièrement dans le territoire gazaoui[\[131\]](#). Même s'ils détournent l'aide humanitaire destinée à leur population pour alimenter leur guerre contre Israël, et bien que le groupe terroriste se soit préparé depuis des années à un conflit direct avec l'Etat juif, accumulant un stock important de matériel, il est inévitable que les islamistes du Hamas épuiseront leurs ressources à terme, ne pouvant pas compenser les pertes.

C'est précisément pour cette raison que **toute trêve ou tout cessez-le-feu reviendrait à donner un avantage au Hamas, car cela lui permettrait de se rétablir, prolongeant ainsi le conflit et ses conséquences pour les civils palestiniens et israéliens.**

Une autre raison du changement de la conduite de la guerre réside dans la difficulté des combats. Bien que le ratio des pertes entre le Hamas et Israël penche très largement en faveur de l'Etat juif (plus de 9 000 terroristes du Hamas tués pour 236 soldats israéliens[\[132\]](#), à la mi-janvier 2024), à mesure que Tsahal progresse sur le terrain, les combats se concentrent dans les zones urbaines les plus denses de la bande de Gaza, rendant la progression plus ardue et exposant davantage les soldats israéliens. Étant donné que le temps joue en faveur d'Israël, il n'est pas nécessaire de maintenir un rythme élevé dans les combats, ce qui évite de risquer une perte importante de soldats susceptible d'avoir un impact sur l'opinion publique, et sur le soutien aux opérations militaires à terme.

Si la question des pertes israéliennes joue un rôle important dans cette décision, celles des pertes civiles palestiniennes le sont également. **Bien qu'Israël soit particulièrement précautionneux envers les civils gazaouis, réduire l'intensité des opérations permet de l'être encore davantage.**

Cette décision répond également aux pressions internationales qui pèsent sur l'Etat juif depuis le début de sa riposte, et ces pressions ne cessent de s'accroître au fil de la guerre. La principale pression, et surtout celle qui revêt le plus d'importance, émane de son allié américain[\[133\]](#), dont le président, Joe Biden, est lui-même soumis à la pression de son aile gauche et de la jeunesse démocrate, pour qui la cause palestinienne est particulièrement populaire[\[134\]](#). Une réalité à laquelle il ne peut échapper, d'autant qu'une période électorale cruciale pour l'avenir des États-Unis s'amorce.

Bien qu'Israël se retrouve impliqué dans une guerre asymétrique qu'il n'a pas souhaitée, qui lui a été imposée, face à un ennemi qui ne respecte rien, ce conflit a pris une ampleur médiatique et émotionnelle si conséquente dans les pays voisins, mais également chez ses alliés occidentaux, qu'Israël est contraint de s'y accommoder pour ne pas s'isoler sur la scène internationale, malgré le risque que cela représente pour sa propre sécurité.

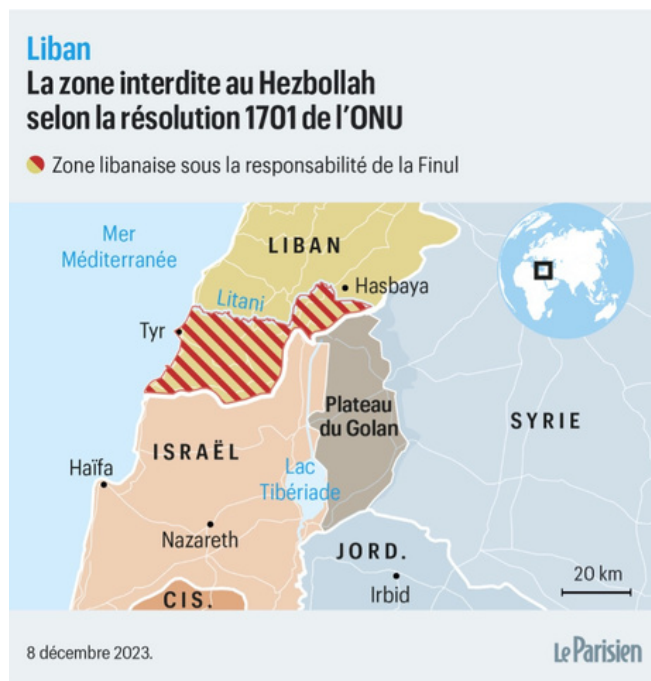
Enfin, une autre raison majeure qui pourrait expliquer cette décision est que la principale menace envers la sécurité d'Israël se trouve maintenant au nord de son territoire, à la frontière avec le Liban. La victoire militaire dans la bande de Gaza n'étant qu'une question de temps, l'armée israélienne, en plus de réduire l'intensité de ses opérations, a également commencé à retirer des unités engagées dans les combats[135]. Malgré des salves de missiles toujours tirées par le Hamas sur les villes israéliennes, le Hamas est en grande difficulté sur le terrain, Tsahal se rapprochant d'un contrôle total du nord de la bande de Gaza et d'un contrôle opérationnel au sud[136]. **La première menace qui pèse maintenant sur l'Etat d'Israël est le Hezbollah.**

Si les combats contre le Hezbollah ont débuté dès le lendemain des attaques du Hamas, le 8 octobre 2023, par des tirs de missiles sur des positions israéliennes par le groupe chiite libanais en soutien à leurs alliés palestiniens[137], jusqu'à présent, ce conflit se limite à des échanges de tirs de part et d'autre de la frontière. Bien que le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, n'hésite pas à escalader verbalement la situation et répéter ses menaces contre l'État juif[138], le groupe semble à tout prix vouloir éviter la guerre.

Ils n'ont pas intensifié le conflit lorsque Israël a éliminé un des chefs du Hamas, Saleh Al-Aroui, lors d'une frappe ciblée à Beyrouth[139] le 2 janvier 2024, même si cette action revêtait un caractère humiliant pour le groupe chiite.

Une vulnérabilité clairement identifiée par Israël, qui saisit cette opportunité pour exiger le respect de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU. Le Hezbollah a enfreint cette résolution depuis son adoption en 2006 en maintenant ses troupes au-delà du fleuve Litani, situé à 30 kilomètres de la frontière israélienne dans le sud du Liban, contrairement à l'accord convenu en échange d'un cessez-le-feu[140].

Mais le non-respect continu de cette résolution et les provocations du Hezbollah font craindre une escalade sérieuse et l'ouverture d'un nouveau front au nord d'Israël, où déjà plus de 100.000 Israéliens ont dû être déplacés[141].



Toutefois, **le Hezbollah n'est qu'une composante d'une menace encore plus importante : "l'Axe de la Résistance"**. Créée par l'Iran, profitant de la faillite des Etats de la région, cette alliance militaire, dont font partie le Hamas, le Hezbollah et les Houthis, ainsi qu'une multitude de milices chiites, représente une force militaire de plus de 200.000 combattants[142].

Tous manifestent une hostilité marquée envers Israël, ce qui en fait une véritable menace pour l'État Juif et pour la stabilité du Moyen-Orient. Cependant, bien que l'Iran soit particulièrement actif depuis le début de la guerre, multipliant les bombardements en Syrie, en Irak, et même au Pakistan[143], faisant sérieusement monter la pression dans toute la région, la République islamique s'abstient jusqu'ici de s'en prendre directement aux États-Unis et à Israël.

L'Iran aurait tout à perdre dans un conflit direct après avoir consacré plus de deux décennies à construire son influence et ses alliances militaires dans la région, d'autant plus que le pays est lui-même traversé par de sérieuses tensions internes.

Israël-Hamas : Quatre mois de guerre - *Février 2024*



Carte de « l'Axe de la Résistance » - News.com.au

Si l'embrasement régional espéré par le Hamas n'a pas eu lieu et semble, à ce stade, contenu malgré les tensions, la guerre que le groupe terroriste a déclarée à Israël devrait se poursuivre tout au long de l'année 2024 [144], a déclaré le porte-parole de l'armée israélienne, le contre-amiral Daniel Hagari. Si la victoire militaire israélienne contre le Hamas fait peu de doute, se pose alors la question de l'après-guerre.

Bien qu'Israël, depuis 1947 et le « Plan de Partage de la Palestine » de l'UNSCOP, a toujours été enclin à un État arabe de Palestine indépendant, les Arabes, qui se sont vu proposer cinq fois (1936, 1947, 1967, 2000 et 2008) une partition favorable du territoire, malgré un rapport de force défavorable à plusieurs reprises, ont toujours refusé une solution à deux États, préférant établir un grand État palestinien, sur l'ensemble de l'ancien territoire de la Palestine mandataire, "From the River to the Sea" [145].

Mais l'ampleur de l'attaque du Hamas et sa barbarie absolue ont probablement enterré toute possibilité d'accord à court et moyen terme.

Bien que la communauté internationale, en particulier les pays occidentaux proches d'Israël, notamment les États-Unis, exerce une pression en faveur d'une solution à deux États [146], et même si le Hamas laisse entendre qu'il serait prêt à reconnaître l'existence d'un État d'Israël [147] après avoir juré son annihilation, leur attaque a créé un tel traumatisme au sein de la société israélienne qu'Israël ne semble plus disposé à voir apparaître un véritable État de Palestine à ses portes de sitôt.

Il y a une décennie, en 2013, 68% des Israéliens s'exprimaient en faveur d'une solution à deux États [148] ; aujourd'hui, 74% s'expriment contre cette idée [149]. Pourquoi un tel changement ? Parce que le 7 octobre n'est pas simplement le fait d'un groupe terroriste, c'est toute une machine de guerre désirée par la société palestinienne qui s'est déchaînée sur Israël et son peuple.

Plus de 3.000 terroristes, accompagnés par des centaines de civils, ont perpétré un massacre de masse contre la population du seul État juif du monde, rappelant des horreurs qui n'avaient pas été vues depuis la Shoah. De retour, ils ont été accueillis en héros par des dizaines de milliers de Palestiniens dans les rues de la bande de Gaza et en Cisjordanie [150], célébrés massivement sur les réseaux sociaux, notamment par plus de 3.000 enseignants des écoles de l'UNRWA [151].

D'après une enquête réalisée par l'AWRAD (Arab World for Research and Development) [152], entre le 31 octobre et le 7 novembre dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, **75% des Palestiniens exprimaient leur soutien aux attaques du 7 octobre perpétrées par le Hamas, dont 59% déclaraient "soutenir pleinement" les massacres.** Seulement 13% disaient s'y opposer.

D'après le Centre Palestinien de Recherche et d'Enquêtes à Ramallah [153], **60% des Palestiniens de la bande de Gaza et 70% des Palestiniens de Cisjordanie considèrent la lutte armée comme "la solution" pour mettre fin à "l'occupation" représentée par l'existence d'Israël.**

Bien que le Hamas puisse être militairement détruit et les infrastructures terroristes qu'il a construites démantelées, **une paix durable entre Israéliens et Palestiniens ne pourra voir le jour qu'après une déradicalisation complète de la société palestinienne, semblable à la dénazification opérée par les Alliés en Allemagne à partir de 1945.**

Les appels répétés en faveur d'un cessez-le-feu, bien que forts et de plus en plus insistants, et largement soutenus au sein de la communauté internationale, ne suffiront pas à convaincre Israël de mettre fin à ses opérations militaires visant à éliminer le Hamas et d'autres groupes terroristes palestiniens de la bande de Gaza.

Pas cette fois-ci. Israël est déterminé à poursuivre ses actions jusqu'à ce qu'il y ait un changement profond au sein de la société palestinienne. Cela implique que les groupes terroristes qui dirigent la société palestinienne soient défaits, que les Palestiniens acceptent enfin la légitimité de l'existence du seul État juif au monde et comprennent qu'il ne disparaîtra pas. Israël ne peut envisager de mettre fin à ses opérations tant que la société palestinienne n'optera pas pour une solution pacifique, respectant les principes démocratiques de liberté et d'honnêteté. Sinon, les attaques du 7 octobre sont vouées à se répéter encore et encore.

SOURCES (HORS-LIGNE)

- [1] Jacques Briend, "Entre l'Égypte et les royaumes du nord, une ville qui traverse l'Histoire", *Le Monde de la Bible*, no 169, janvier-février 2006
- [2] David M. Howard Jr, « Philistines », dans Alfred J. Hoerth, Gerald L. Mattingly et Edwin M. Yamauchi (dir.), *Peoples of the Old Testament World*, Ada, Baker books, 1994, p. 231
- [4] Yoav Gelber, "Palestine 1948: War, Escape And The Emergence Of The Palestinian Refugee Problem", Liverpool University Press, 2006
- [9] Izzeldin Abuelaish (trad. de l'anglais, préf. Marek Glezerman), *Je ne haïrai point : Un médecin de Gaza sur les chemins de la paix* [« I shall not hate: a Gaza doctor's journey on the road to peace and human dignity »], Paris, Éditions Robert Laffont, 2011



Flashez ce code
pour visualiser
toutes les sources
et références



ELNET

EUROPEAN LEADERSHIP NETWORK

www.elnetwork.fr

